

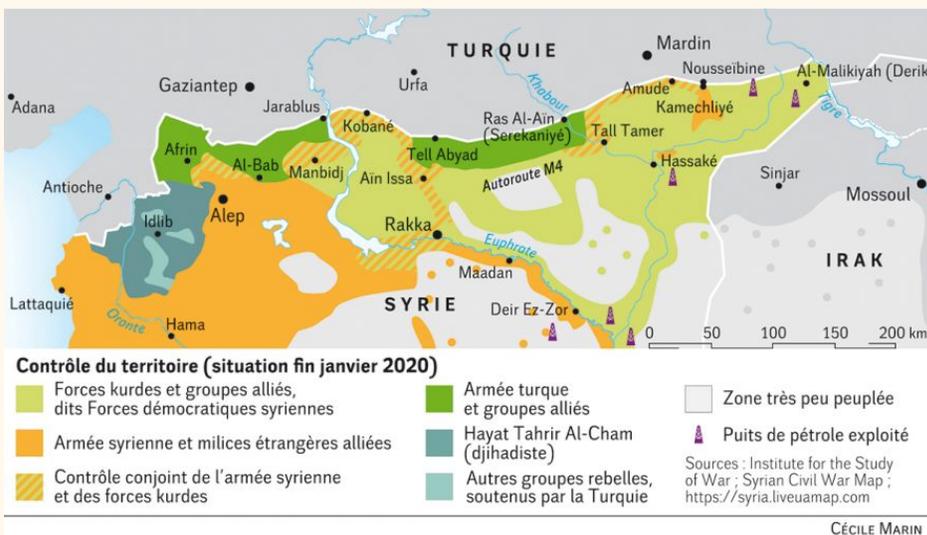
LES TRANSITIONS DÉMOCRATIQUES ET LA SOUVERAINETÉ DU PEUPLE

LE CAS DU ROJAVA

Par Camille CLABAUT

INTRODUCTION

Le Rojava est une région de la Syrie autoproclamée autonome et démocratique sur le territoire du régime totalitaire de Bachar el-Assad. Le Rojava, autrefois Kurdistan occidental, s'étend du nord-est au nord-ouest de la Syrie et est relié dans la Fédération démocratique de la Syrie du Nord et de l'Est à d'autres territoires à dominante arabe libérés de l'emprise de l'État islamique. Son territoire actuel représente un tiers de la Syrie et comprend une grande variété ethnique où malgré la dominance démographique Kurde, les peuples arabe, assyrien, ainsi que d'autre minorité semblent vivre ensemble sans conflits internes et ce malgré leurs diverses religions qu'elles soient musulmanes, chrétiennes ou yézidiées.



Situation géopolitique

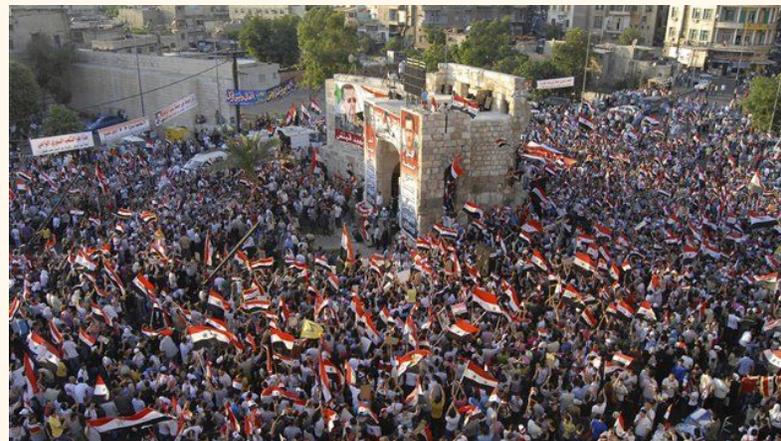
La situation géopolitique de cette région n'est pourtant pas aisée avec ses frontières multiples.

La Fédération est bordée au nord par la Turquie, belliqueuse, qui a envahi trois fois le Rojava en 2016, 2018,

2019 et qui continue ses assauts en 2020. Au nord encore et à l'ouest, des territoires occupés par les Turcs et leurs mercenaires ne cessent d'harcéler les populations kurdes, assyriennes ou arabes vivant en bordure. À l'ouest et au sud, c'est la menace du régime de Bachar el-Assad qui rêve de reconquérir tous les territoires de la Fédération qui prédomine. À l'est, la fédération est voisine de la région autonome du Kurdistan d'Irak, peu coopérative, ainsi que l'Irak, lui-même aux prises avec ses nombreux problèmes notamment l'activisme de l'État islamique, étant lui aussi une énième menace pour le Rojava. Qui ne comprend que, dans ces conditions, mettre en place une démocratie, sans même parler de confédéralisme démocratique, n'est pas une tâche facile?

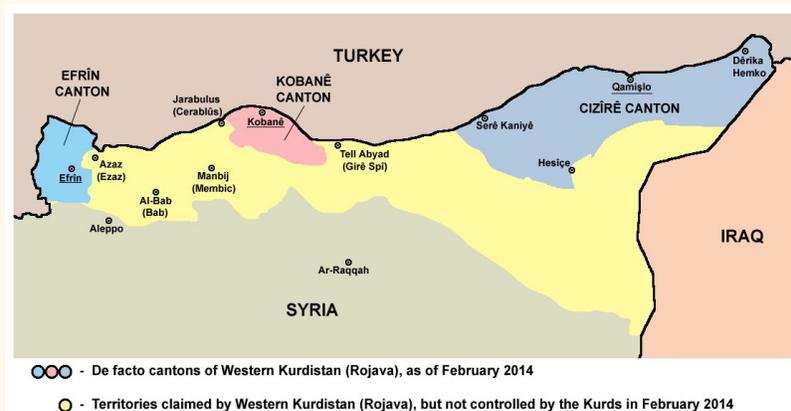
Chronologie et naissance du rojava

L'indépendance kurde s'inscrit dans le cadre de la guerre civile syrienne qui débute en 2011. Cette année-là, les premières manifestations contre Bachar el-Assad dans le Kurdistan syrien éclatent le 1er avril dans plusieurs villes du nord de la Syrie. Les protestataires réclament alors la « citoyenneté » mais aussi la « liberté ». Le régime syrien prend alors quelques mesures comme l'ouverture par le PYD (Parti de l'union démocratique Kurde) de trois centres culturels à Alep, Qamichli et Malikiyeh et de quatre écoles en langue kurde ainsi que l'ordre aux armées d'éviter de tirer à balles réelles dans les villes où ils sont majoritaires. Cela n'empêche pas les manifestations de se poursuivre et de reprendre de plus belle en octobre 2011 le lendemain de l'assassinat de Mechaal Tamo, un important responsable politique kurde engagé dans la révolution syrienne. L'armée syrienne tire alors et tue deux personnes.



Le principal parti kurde, le Parti de l'union démocratique (Partiya Yekîtiya Demokrat: PYD), mouvement inspiré par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), prend alors de l'ampleur dans le mouvement révolutionnaire et mène une politique ambiguë entre le régime et l'opposition. Il se rapproche du Comité national pour le changement démocratique, une structure rivale du Conseil national syrien (CNS) qui demande le démantèlement de l'appareil répressif mais pas le départ du président Assad. D'autres formations kurdes rejoignent en revanche le CNS.

En juillet 2012, la bataille d'Alep débute et marque une première étape vers l'indépendance de la région. L'armée syrienne retire ses forces de la région du Rojava pour renforcer ses troupes à Alep, ce qui permet de laisser l'insurrection se développer. Les miliciens du PYD prennent sans tirer un coup de feu le contrôle d'Afrin puis de Kobané, ainsi que de plusieurs autres localités, malgré les garnisons de loyalistes restantes. La région passe alors sous le contrôle du PYD et de ses branches armées; les YPG et YPJ. Ces derniers écartent les partis du Conseil national kurde (CNK) proches du Conseil national syrien, dont les dirigeants sont contraints de s'exiler au Kurdistan irakien.



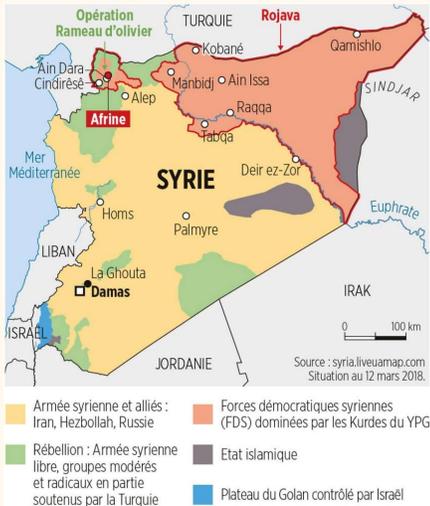
Depuis le 12 novembre 2013, le Kurdistan syrien dispose de sa propre administration autonome. L'annonce a été faite par le PYD qui se donne pour objectif de gérer les questions politiques, militaires, économiques et de sécurité dans la région sous leur contrôle. Le PYD se détache alors du Conseil national kurde. Le 29 janvier 2014, le Parti de l'union démocratique proclame une Constitution du Rojava, ce qui marque alors sa naissance officielle avec une autonomie qui reste à défendre.

En effet, en automne 2014, l'État islamique conquiert les régions syriennes entourant Kobané et marche sur la ville. La population fuit en Turquie, alors que les combattants kurdes défendent la ville. La résistance kurde fait de Kobané une bataille d'usure et un symbole majeur dans la lutte contre l'EI. La coalition anti-EI se concentre sur les forces de l'État islamique participant à cette bataille, et l'opinion publique occidentale soutient largement les Kurdes. Les djihadistes sont finalement repoussés début 2015 de la ville en ruine, mais les combats continuent dans la région environnante. Quelques mois plus tard, le blocus du canton de Kobané est définitivement rompu après la victoire des YPG à la bataille de Tall Abyad. Dès lors, les Kurdes contrôlent la quasi-totalité de la frontière turco-syrienne située entre le fleuve Euphrate et la frontière irakienne.

En décembre, un Conseil démocratique syrien est formé dans le Rojava, qui est suivi en mars 2016 par la création d'une région fédérale sur le territoire contrôlé par le PYD. La création de la Fédération Démocratique de la Syrie (FDS) est soutenue par des

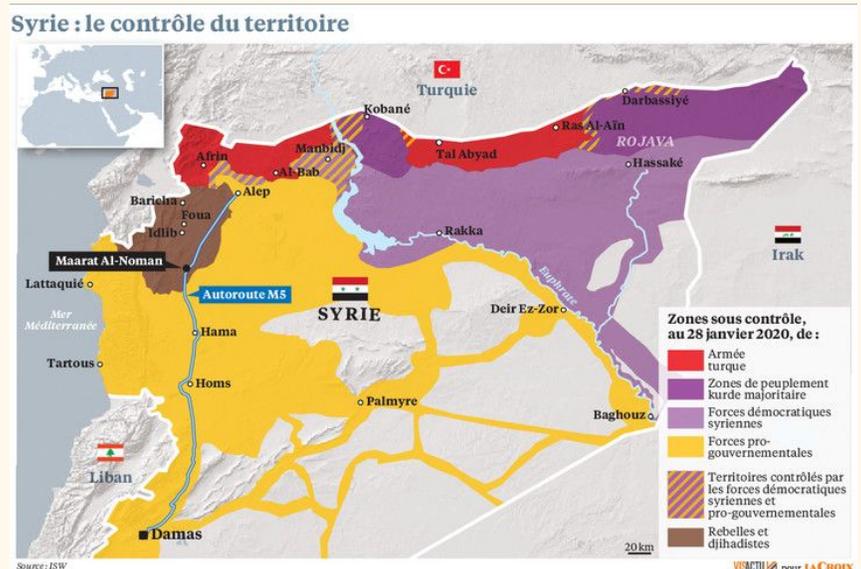


factions arabes et assyriennes. Bien qu'encouragée par la Russie, l'annonce de cette fédération est aussitôt rejetée par le régime syrien, l'opposition syrienne, les États-Unis et la Turquie.



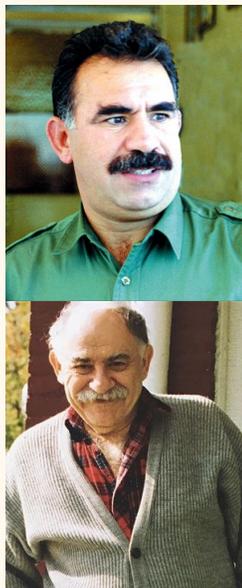
En 2018, les forces armées du Rojava subissent une offensive de l'armée turque et de l'Armée syrienne libre, qui s'est auparavant jointe à l'armée nationale syrienne, ayant pour objectif de les chasser de la ville et de la région d'Afrin. Au cours de la bataille, les Kurdes opposent initialement une forte résistance, mais l'armée turque finit par prendre l'avantage grâce à sa supériorité matérielle (artillerie lourde et équipement aérien). La Russie laisse le champ libre à la Turquie, malgré son influence militaire locale et son soutien précédemment apporté aux Kurdes. Afrin est alors abandonnée par sa population et, sans soutien des États-Unis qui ne réagissent pas, la ville est prise presque sans combat par les Turcs et les rebelles. Cependant, les Forces démocratiques syriennes tenteraient la reconquête de la province en développant des actions de guérilla. En 2019, une nouvelle offensive turque est à contre pour le Rojava à proximité des villes syriennes de Tell Abyad et de Ras al-Aïn située plus à l'Est. L'offensive a été facilitée par le retrait récent des forces armées états-uniennes, ce qui est alors perçu par la FDS comme une trahison.

Après octobre 2019, le PYD va commencer deux négociations, avec le CNKS (Conseil National Kurde de Syrie) pour recréer une unité kurde et en août 2020, ils ont déjà commencé à avoir plusieurs discussions et plusieurs accords. Aussi le Rojava négocie avec le régime d'Assad comme en 2019 avec un accord de partage militaire pour se protéger de la Turquie. A ce jour, Assad ne reconnaît toujours pas le Rojava.



LA DÉMOCRATIE DU ROJAVA

Naissance d'une idéologie à la base du fonctionnement du Rojava



Le système politique du Rojava est inspiré par le confédéralisme démocratique théorisé depuis le début des années 2000 par Abdullah Öcalan (*portrait du haut*), le leader idéologique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) emprisonné à vie. Abdullah Öcalan et son PKK ont d'abord professé pendant des années le marxisme-léninisme autoritaire classique de ces mouvements "révolutionnaires" nés dans les années 70. Un premier virage idéologique est pris dans les années 90, avant qu'un second n'intervienne dans les années 2002-2004, à la lecture par Öcalan - du fond de sa prison d'Imrali - de l'œuvre de Murray Bookchin (*portrait du bas*), un militant et intellectuel anarchiste américain auquel il emprunte bientôt ses concepts fondamentaux; notamment le municipalisme libertaire.

Le contrat social

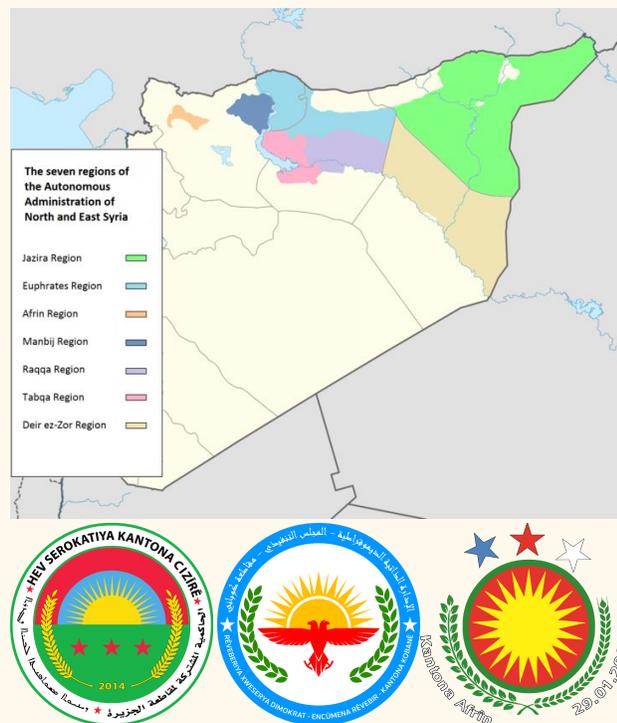
En janvier 2014, le Rojava s'est doté d'un Contrat social, qui fait office de constitution. Celui-ci « rejette le nationalisme et prône une société égalitaire, paritaire, respectueuse des droits des minorités ». Depuis la mise en place du Contrat social, l'idéologie portée par Abdullah Öcalan se propage à travers tout le territoire autonome. "Pour beaucoup, ce contrat social paraîtra, au premier abord, allier deux systèmes politiques incompatibles", énonce Pierre Bance, auteur du livre: "*La fascinante démocratie du Rojava*". Le communalisme et le parlementarisme généralement opposés sont ici contre toute attente sagement alliés. Le communalisme est en effet pensé inséparable de la démocratie directe, c'est-à-dire du gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple, il est aussi perçu comme le contraire du parlementarisme et du capitalisme, gouvernement par la représentation et l'argent. Parlementarisme et capitalisme ne vont ni avec le municipalisme ainsi qu'avec la démocratie directe, selon Bance, car ils les priveraient de leurs pouvoirs politiques et économiques, à moins de les absorber à faible dose, pour calmer la revendication citoyenne. La démocratie du Rojava en les associant invente un « merveilleux-politique » où, à terme, la démocratie directe l'emportera sur la démocratie représentative et le fédéralisme sur l'État, toujours d'après les propos de Bance. Le Rojava tente en

effet d'inclure une dimension anticapitaliste, issue du marxisme, qui demeure fondamentale, elle est associée à un rejet des structures d'un Etat comme de celles d'une Nation. Il ne s'agit donc pas de constituer en Syrie un Kurdistan autogéré sur le modèle de l'Etat-Nation. Mais comment ce mélange fonctionne-t-il sur le terrain?

La Fédération concilie donc la démocratie directe propre au communalisme et la démocratie représentative propre au parlementarisme grâce à une démocratie sur deux niveaux.

La FDS suit une organisation sociale et sociétale en "communes", communautés réduites d'individus s'administrant eux-mêmes et promouvant le développement de coopératives autogérées au sein des municipalités, le tout pour mettre en place un modèle économique diamétralement opposé au productivisme et au capitalisme mondialisé. La FDS est organisée en sept cantons chacun correspondant à un regroupement de communes sur une région. On compte plus de 3 000 communes sur le territoire de la fédération. La plupart de ces cantons comme ceux de Djézireh, de Kobané et d'Afrin (*emblèmes ci-contre*) se sont dotés d'une structure

administrative fédérale regroupant les délégués des « conseils populaires », élus par les assemblées de communes. La fédération est chargée des commissions pour la défense, la santé, l'éducation, le travail et les affaires sociales. Chaque conseil gère les ressources agricoles et énergétiques de manière autonome, coopérative et écologique. Au niveau de la commune, on ne trouve donc presque que de la démocratie directe avec des assemblées de citoyens où tout le monde est libre de participer. Dans ces assemblées, sont discutés tous les problèmes auxquels les habitants font face, notamment ceux en rapport à la justice. La justice du Rojava est fondée sur le consensus ainsi que la conciliation plutôt que la répression et possède aussi une justice autonome des femmes. Si un problème ne peut être résolu à l'échelle de la commune, alors il sera amené à un niveau supérieur. C'est là que la démocratie devient représentative, elle se manifeste d'abord sous forme de conseil cantonal puis d'assemblée cantonale coordonnée par la fédération. Cette imbrication des deux démocratie n'est pas à idéaliser car elle reste embryonnaire à cause des difficultés extérieures. La situation militaire ainsi que les pénuries empêchent en effet de mettre en place les institutions parlementaires démocratiques dans toute leur lourdeur et de faire fonctionner la démocratie directe dans toute sa lenteur.



Écologie et féminisme

Les deux autres principes fondamentaux de ce "communalisme démocratique" sont l'écologie et l'égalité stricte de genre. En ce qui concerne l'écologie, les témoignages d'une politique soucieuse de l'environnement au sein de la FDS sont rares. Dans le Contrat social, l'écologie est définie comme « le droit des citoyens de vivre dans une société écologique saine ». Son importance dans le projet du confédéralisme démocratique découle de Bookchin. L'administration autonome et les communes déploient des efforts en ce sens, notamment dans le domaine de l'agriculture, mais il n'est pas difficile de comprendre que la situation militaire et économique complique les initiatives tant dans les domaines agricole, industriel ou environnemental. L'évolution du statut de la femme y est en revanche évident. Chaque président de commune, chaque cadre administratif ou politique y est doublé d'un co-président ou d'un alter-ego du genre opposé. En règle générale, il doit y avoir au moins 40 % de femmes dans les nouvelles institutions afin que l'égalité des genres soit présente à tous les niveaux. Le contrat social interdit aussi la polygamie et instaure l'égalité dans l'héritage ce qui est nouveau pour la région où avant une femme ne pouvait espérer qu'une maigre portion. Les rapports sociaux sont donc complètement changés par ce nouveau statut économique et politique des femmes, l'organisation sociale et ancestrale du patriarcat, ainsi que les pratiques religieuses conservatrices, s'en trouvent renversées. Tous ces droits n'ont pas été donnés aux femmes, elles les ont pris elles-même et rendu tout cela possible grâce à leur engagement militaire. En effet, aux côtés des YPG, un contingent de femmes combattantes YPJ participe activement à toutes les batailles contre l'État Islamique et pour la défense du territoire. Elles ont donc été considérées comme légitime par leur présence



autonome. C'est pourquoi cette grande avancée pour leur droit fut aussi bien accueillie. Les femmes du Rojava continuent de s'affirmer contre la société patriarcale et de s'émanciper du pouvoir masculin. Leur indépendance se fait donc aussi par un système autonome de cours et de séminaires, où elles apprennent à connaître leur histoire, leur propre personnalité et leurs droits.



Multi-ethnicité

Le projet démocratique du rojava se veut non nationaliste, sans tout autant nier les diverses identités sur son territoire. Son but est de respecter chaque identité, communauté et religion. Un des buts des offensives turques était d'engendrer un soulèvement des communautés arabes contre les Kurdes. Non seulement cela a échoué, mais ça a aussi permis de resserrer les liens et la confiance mutuelle. Un des buts de la fédération est d'abolir les rapports de domination entre ses diverses communautés. Il n'est pas rare d'avoir un binôme de représentant de confession ou d'ethnie différente à chaque niveau d'institution.

Économie

L'administration d'un territoire de manière autonome n'est pas simple pour le Rojava entre dévaluation de sa monnaie, crise hydrique et plusieurs années de guerre. Il est compliqué d'avoir une perspective sur le long terme lorsque les récoltes sont compromises par des incendies criminels, les nouveaux édifices détruits par de nouvelles offensives et la seule source de richesse boycottée. En effet, dans le nord-est du pays, la principale source de richesse est le pétrole. Les



infrastructures vieillissantes offrent un pétrole bon marché mais de mauvaise qualité, dont une grande partie sert à satisfaire les besoins de la population dans la Fédération autonome. Une autre partie est vendue à Damas par des intermédiaires, à des prix qui ne dépendent donc pas d'eux. Avec les revenus pétroliers et les taxes sur les

importations et exportations à la frontière irakienne, le gouvernement autonome a de quoi faire fonctionner les services publics et payer les travaux d'infrastructure. Mais l'exploitation du pétrole tourne au ralenti. Seuls 25 % des puits dans le nord-est de la Syrie fonctionnent. Le reste est à l'arrêt à cause de la guerre et de l'embargo sur le pétrole syrien.

Pour pallier à ces multiples problèmes économiques, quelques solutions sont tentées comme la créations de coopératives qui offrent la possibilité de lutter contre la pauvreté, mais ces actions et projets se montrent peu efficaces sans une aide internationale qui assurerait un développement économique de ces régions dans une perspective à long-terme. La fédération surveille aussi les prix afin qu'ils restent abordables malgré la crise économique et le Rojava dans une volonté de redistribution répartit les richesses régionales vers l'ensemble de la fédération. Il faut aussi faire face aux vagues d'immigration de personnes ayant perdu leur foyer suite aux batailles, ainsi qu'à la crise sanitaire qui ne les contourne pas.



(Moulin à farine coopératif à Tirbespi)



Impact de la guerre sur la démocratie

La Fédération démocratique de la Syrie du Nord est en guerre, l'armée y occupe donc une place importante et une grande partie de l'économie est soumise à l'effort de guerre. La guerre y entrave l'horizontalité des rapports sociaux et donc le pouvoir collectif de la communauté. En effet, les vétérans et les cadres politiques ont un poids accru et cela induit un système de rang, de privilège et d'avancement. Ces rapports hiérarchiques sont imposés par la guerre et ne sont, pour la plupart, pas les bienvenus. Le phénomène est cependant limité par l'idéologie du PYD qui vient d'une révolution sociale. L'idée qui prédomine est que pour être efficaces, les relations de commandement

ne doivent exister que par consentement mutuel. Quand les soldats ont le temps de délibérer, ils sont censés prendre des décisions collectivement. Mais en phase de combat, des instructions rapides et des choix sûrs de la part des plus expérimentés sont attendues. Au sein des unités combattantes, le tekmil a donc été instauré afin de limiter les dominations hiérarchiques. Il s'agit d'une assemblée générale qui permet de critiquer le comportement des membres, y compris de la ou le commandant-e.

UNE DÉMOCRATIE EN PÉRIL?



(Photo de la ville d'Alep)

Ainsi comme dit précédemment, le Rojava fait face à plusieurs guerres en même temps (contre la Turquie, le régime d'Assad et l'État islamique), des pénuries et crises hydriques ainsi qu'à un embargo sur son pétrole, une crise sanitaire et économique.

La situation politique n'est pas stable et les agissement individuels comme ceux du commandant en chef de l'armée: Mazloum Abdî, qui interfère dans les affaires intérieures et extérieures comme s'il était membre de l'exécutif fédéral, fragilisent le système mis en place. Quelles que soient ses bonnes intentions, ses déclarations et initiatives intempestives constituent une réelle entorse au jeu démocratique et plus encore à la démocratie directe, selon Bance. La chose n'a pas échappé à certains dirigeants historiques de cette révolution, mais leurs rappels à l'ordre n'ont toutefois pas été suivis d'effet.

Parallèlement, des conflits d'orientation ont commencé à surgir au Rojava. Avec un parti aussi large que le PYD et une structure fédérale, des contradictions et différentes factions ont émergé. Les uns veulent mener la révolution jusqu'au bout, les autres sont prêts à faire des concessions sur certains aspects afin de garantir ce qui a été réalisé jusqu'ici. Les uns rêvent d'un Kurdistan marxiste-léniniste et les autres sont prêts à s'ouvrir à l'Occident pour s'allier aux « forces démocratiques ». Certains veulent une guerre populaire prolongée, alors que d'autres affirment que la période de guerre touche à sa fin et qu'il faut commencer à cesser les hostilités. Ces divergences pourraient bien être un nouveau défi pour le Rojava. Certains critiques eux annoncent un déclin proche de cette utopie, lorsque d'autres insistent sur le fait qu'elle existe malgré tout depuis 6-7 ans et que ça n'est pas près de s'arrêter.

Depuis la dernière invasion turque, les FDS n'ont pas eu d'autre choix que de faire appel aux forces de Damas pour les épauler. Un premier pas vers des concessions qui pourraient amener à un accord politique. Avant tout, la FDS souhaite une autonomie politique reconnue et inscrite dans la constitution syrienne. Selon M. Polat Can, commandant des FDS et responsable des opérations pour la libération de la région de Deir Ez-Zor, longtemps entre les mains de l'EI: « Le Rojava ne connaîtra pas un retour à la situation d'avant 2010. Nous ne laisserons pas les Kurdes perdre leurs droits et nous n'allons pas détruire la relation que nous avons construite avec les Arabes et les chrétiens syriaques ». Tout le reste est négociable, y compris le nom de l'entité autonome ou les modalités de contrôle du passage des frontières. Seulement le gouvernement syrien serait-il prêt à accepter un tel changement?

Quant à l'issue des combats avec la Turquie, elle semble dépendre de l'aide humanitaire reçue, de l'existence d'une zone d'exclusion aérienne qui permettrait aux forces de la FDS de prendre l'avantage mais aussi et surtout de tractations internationales entre Ankara, Damas, Moscou et Washington auxquelles le Rojava ne participera pas et pourrait en être à terme le grand perdant.

SOURCES

médiapart: La fascinante démocratie du Rojava (11 juin 2020)

Wikipédia: Rojava

union communiste libertaire: Guérilla anarchiste au Kurdistan : « Une lutte non pour le martyr, mais pour la vie » 13 mai 2017)

France culture: Kurdes de Syrie : le crépuscule du Rojava (10/10/2019)

le monde diplomatique: L'avenir suspendu du Rojava (février 2020)

mouvements: Rojava : une économie en temps de guerre (28 juillet 2020)

arte: Syrie : Rojava, la révolution par les femmes (novembre 2018)

Ballast: Rojava — « Les populations ne veulent pas de la Turquie, ni d'un retour du régime syrien » (17 avril 2020)

Data Gueule: En attendant Utopie(s) ? #11 : Rojava, une utopie au cœur du chaos (16 juin 2020)

Nota Bene: L'orientation politique de ces sources ne peut être considérée comme neutre. En effet, la plupart sont orientées à gauche. Cela ne découle pas d'une volonté de produire un article dans ce sens, mais seulement d'un manque d'article orienté à l'opposé sur ce sujet. Je ne peux non plus négliger un filtre inconscient que j'ai pu opérer sur mes sources, étant moi-même orienté vers la même sensibilité politique.